



COMORES

Rationaliser la gestion des ressources en eau pour être mieux à même de faire face à la modification du climat

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

| | |
|---|--|
| Financement du Fonds pour les PMA | USD 3 850 000 |
| Cofinancement | USD 5 600 000 |
| Achèvement du PANA | Novembre 2006 |
| Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA | Juin 2009 |
| Date prévue d'agrément du DG | Avril 2010 |
| Date prévue de début et de fin d'exécution | Juillet 2010 — juillet 2014 |
| Entité d'exécution du FEM | Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) |
| Autre partenaire | Direction nationale de l'Environnement et des Forêts, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement. |

L'Union des Comores est constituée de trois îles de l'océan Indien : la Grande Comore, Anjouan et Mohéli. Pays pauvre très endetté, les Comores arrivent en 136^e position au classement de l'Indice du développement humain (2004), qui comprend 177 pays. L'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'extraction du sable et du corail — tous des secteurs basés sur les ressources naturelles — ont contribué pour près de 50 % au PIB en 2004, les rapatriements de salaires, le bâtiment et les travaux publics, la petite industrie et le commerce fournissant le reste. Entre 70 % et 80 % de la population pratiquent une agriculture de subsistance. L'activité agricole (notamment la culture de la vanille, de l'ylang-ylang et du girofle) génère 98 % des recettes d'exportation. La production agricole nationale ne permet actuellement de satisfaire que 40 % des besoins alimentaires du pays, le reste étant couvert par les produits importés. La population croissant plus vite que l'économie, le gouvernement s'efforce à grand-peine de fournir les services sociaux de base et doit faire face à un déficit chronique. Le pays est mal parti pour atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les Comores subissent déjà les conséquences de la modification du climat. D'après le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA), les 30 dernières années ont été marquées par une élévation des températures annuelles d'environ un degré Celsius et un raccourcissement de la saison des pluies, dont la durée est passée de six à deux ou trois mois. Au cours de la même période, la fréquence des cyclones a augmenté, prélevant un lourd tribut économique et humain. Selon les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le niveau de la mer s'élève d'environ 4 mm par an. Parallèlement, l'extraction du sable, du gravier et du corail engendre l'érosion massive des côtes. C'est ainsi que 90 % des plages de la Grande Comore ont disparu au cours des 20 dernières années, rendant cette île plus vulnérable à la montée de l'océan.

La gestion des ressources en eau n'est pas chose facile pour les pouvoirs publics. L'évolution des températures et du régime des pluies, qui se traduit notamment par un allongement de la saison sèche, modifie le volume et la



répartition des ressources en eau disponibles. La qualité de la ressource pose également un grave problème aux Comores. En effet, le niveau de la mer devrait monter de 20 cm le long du littoral d'ici 2050, ce qui risque d'accroître la pénétration d'eau de mer dans les aquifères côtiers, une situation particulièrement grave pour la Grande Comore qui dépend exclusivement des forages dans ces nappes pour son approvisionnement en eau. Dans les îles d'Anjouan et de Mohéli, où les cours d'eau constituent les seules sources d'approvisionnement, la qualité de la ressource se ressentira du réchauffement climatique et de l'amenuisement du ruissellement pluvial vers les rivières.

Activités prévues et résultats attendus

Le projet financé par le Fonds pour les PMA vise à réduire les risques que le changement climatique fait peser sur la vie et les moyens d'existence des populations du fait de son impact sur les ressources en eau. Tirant parti de l'évaluation du PANA et de la deuxième communication nationale, dont la préparation a démarré début 2008, ce projet cherche à réduire la vulnérabilité du pays, mettant l'accent sur le site d'intervention et le renforcement des capacités. Cette démarche est importante, car en institutionnalisant l'aptitude à suivre le changement climatique, on pérennise les acquis, notamment par le renforcement de la capacité à comprendre l'évolution en cours du climat.

Le projet s'articule sur les trois composantes suivantes :

Composante 1. *Rendre les institutions mieux à même d'intégrer le changement climatique à la gestion des ressources en eau* : Les acteurs concernés, tels que les institutions chargées de la gestion des ressources en eau, les structures de proximité participant à cette gestion et la compagnie nationale des eaux, doivent voir leurs capacités renforcées en termes de développement de connaissances, de formation et d'équipement. Durant la phase de planification du projet, on réalisera une évaluation rapide des besoins afin d'élaborer un plan définissant les capacités à renforcer en priorité. La coordination des politiques des administrations compétentes sera renforcée pour examiner comment la politique de gestion de l'eau et les instruments réglementaires et budgétaires peuvent être modifiés pour lutter contre les effets du changement climatique. Ce travail prendra appui sur les dispositions déjà prises, avec le soutien du PNUD, pour mettre en place une Commission du développement durable et une politique de gestion de l'eau. Les résultats du projet seront analysés dans le cadre de cet effort de coordination des politiques en vue de déterminer leur incidence sur la politique nationale de l'eau et d'adaptation au changement climatique.

Composante 2. *Mener des interventions pilotes de gestion de l'eau, qui seront susceptibles de réduire les impacts du changement climatique et cibleront les populations vulnérables* : Cette composante est consacrée aux techniques utilisées dans des domaines tels que la protection des sols,

la récupération de l'eau et l'amélioration des forages hydrauliques, qui permettent à la fois de donner un meilleur accès à l'eau, d'améliorer la qualité de la ressource et d'atténuer les impacts du changement climatique. Un plan de gestion intégrée des ressources en eau sera appliqué. Cette approche est particulièrement importante aux Comores où les sources d'approvisionnement en eau douce et en eau saumâtre doivent impérativement être gérées de façon homogène, compte tenu de la taille réduite du pays. La viabilité des mesures prises et leur efficacité par rapport aux coûts engagés éclaireront les activités menées au titre des composantes 1 et 3.

Composante 3. *Développer des connaissances, dont les produits seront communiqués aux décideurs et à la communauté internationale* : Dans le cadre de cette composante, les enseignements tirés des actions menées permettront de développer des produits communiqués aux décideurs, aux populations concernées et aux bailleurs de fonds. Une plateforme nationale des acquis sera mise en place pour conserver et faciliter le transfert des enseignements tirés de l'exécution du projet. Le projet contribuera également au Mécanisme d'apprentissage par la pratique et au Réseau de partage des savoirs sur les eaux internationales (IW Learn), par les fruits de l'expérience comorienne, notamment sur la question du financement de l'adaptation et des modes efficaces d'affectation des ressources publiques dans ce domaine.

Les facteurs faisant le plus obstacle aux politiques et aux investissements à l'appui d'une gestion des ressources en eau intégrant le changement climatique sont le manque de données de référence, l'incapacité ou la quasi incapacité des consommateurs et des pouvoirs publics de payer pour la fourniture d'eau, les lacunes du cadre réglementaire et législatif au niveau fédéral et à celui des îles et l'insuffisance des capacités humaines pour l'application de ces politiques. Le projet s'attache à lever ces obstacles en venant compléter les investissements de base réalisés par le PNUD et le FEM dans le domaine de la gestion des ressources en eaux.

Synergies et coordination

Les activités du projet ont des liens avec un certain nombre d'initiatives en cours ou prévues aux Comores, dont un projet de la Banque africaine de développement (BAfD) sur les problèmes d'approvisionnement en eau ; un programme du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUD) aidant à se préparer à l'élévation du niveau de la mer et à s'adapter au stress hydrique ; un projet de l'Agence française de développement (AFD) qui a pour but de dresser une cartographie des ressources hydrologiques souterraines dans les trois îles ; un Bureau PNUD de la prévention des crises et de la reconstruction, qui intègre la gestion du risque climatique à la politique de réduction du risque de catastrophe ; et un Projet de gestion intégrée des ressources en eau (GEF/PIED), qui appuie l'élaboration d'un plan de gestion intégrée des ressources en eau aux Comores.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington, DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org